

## EUROPE-AFRIQUE: QUEL TYPE DE COOPERATION?

Mesdames et Messieurs les Présidents,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers amis,

Lors d'une de mes récentes rencontres avec Aminata Traoré -c'était à Barcelone, dans le cadre du Tribunal Russell sur la Palestine, où elle siégeait parmi le grand jury-, je lui ai demandé en aparté, dans le car qui nous conduisait sur les lieux de l'initiative en question, ce qu'elle attendait au juste de la coopération Europe-Afrique aujourd'hui. Sa réponse a fusé: « **La meilleure aide que l'Europe puisse nous apporter, c'est de nous laisser régler nous-mêmes nos affaires!** » C'est en ayant cette référence à l'esprit que j'ai préparé mon intervention. Naturellement, il ne s'agit pas d'un appel à l'indifférence réciproque, mais d'une invitation à concevoir un type de coopération qui respecte pleinement la souveraineté de chaque partenaire. Le moins que l'on puisse dire est que telle n'a pas été la caractéristique essentielle des politiques européennes vis-à-vis de l'Afrique, tout au long du demi-siècle qui nous sépare des indépendances! C'est effectivement là que le bât blesse.

Pour avoir été, de longues années durant, engagé sur les enjeux du développement au sein des institutions européennes, j'ai été témoin des différentes étapes de la relation Europe-Afrique, chacune de ces étapes laissant derrière elle les traces durables de ses effets pervers.

**Une première période va des lendemains des indépendances jusqu'à la chute du Mur de Berlin**, prise en tant que symbole d'un bouleversement géopolitique majeur de notre époque. C'est au fil de ces quelque trente années qu'est né le Fonds européen de développement et qu'ont été signés les Accords de Yaoundé puis surtout la Convention de Lomé. Les parrains européens, et en particulier français de cette dernière, étaient alors **très fiers de pouvoir arborer un système original** puisqu'il était fondé sur l'idée que les relations entre la CEE et les ACP devaient tenir compte de l'asymétrie existant entre les conditions économiques des deux partenaires. Ainsi accordait-il des préférences tarifaires aux exportations de la zone ACP vers la CEE, **sans exigence de réciprocité**. Un mécanisme de stabilisation des revenus des exportations était même censé compenser le déficit de recettes pouvant résulter des fluctuations des cours sur les marchés mondiaux.

Ce système apporta des résultats indéniables, du moins dans un premier temps, mais il est aussi pour beaucoup dans la pérennisation des rapports de dépendance, dans la quasi-absence de coopération régionale Sud-Sud, dans la « *spécialisation* » des pays d'Afrique subsaharienne dans l'exportation de produits de base, dans le sacrifice de cultures vivrières, dans l'endettement lié aux importations alimentaires -bref dans tout un type de relations dont la persistance dramatique de la malnutrition est le symptôme le plus

révoltant.

Les années 1989-1990 et suivantes ont été marquées par de premières ruptures avec ce modèle. Mais pas du tout dans le sens d'une restitution de la souveraineté ni de la réparation des dommages causés. L'« *innovation* » majeure qui caractérise cette deuxième période de la relation Europe-Afrique consista, au contraire, à conditionner une partie de l'« *aide* » à l'acceptation des politiques dites « *d'ajustement structurel* » mises en oeuvre avec les effets désastreux que l'on sait, depuis les années 80 par le FMI et la Banque mondiale. C'était aussi la période des négociations de l'Uruguay Round du GATT, qui allait déboucher en 1994 sur la création de l'OMC, avec la participation active des Etats européens.

Ce qu'on appelait jusqu'alors, non sans paternalisme, « *l'esprit de Lomé* » laissa peu à peu la place à une approche beaucoup plus brutale. En 2000 fut signé, dans cet esprit, l'accord-cadre dit de Cotonou, toujours en vigueur. « *Le but ultime* » de cette coopération - peut-on y lire - est « *la transition vers l'économie mondiale libéralisée* ». Exit l'ambition du développement. Nous voulons, disent les Européens, en jouant sur les mots, « *une relation d'égal à égal* »... En fait, ils brisèrent le tabou de la « *non réciprocité* » entre partenaires inégaux au profit de la « *non discrimination* » libre échangiste chère à l'OMC.

Autrement dit, le principe des préférences commerciales unilatérales devait laisser place à la suppression généralisée des droits de douane des pays ACP. Cette mesure, qualifiée de « *vertueuse* » par les négociateurs européens, car sensée attirer les « *investisseurs* », signifie, pour les pays du Sud concernés, ni plus ni moins que l'abandon de protections vitales pour les économies locales ainsi que la perte de recettes budgétaires indispensables à la couverture des dépenses publiques, en particulier pour l'éducation et la santé. L'achèvement de cette stratégie devait être d'imposer aux ACP les « *Accords de partenariat économiques* », les APE.

Le PNUD avait pourtant lancé un sévère avertissement à propos du mandat de négociation de l'Union européenne: « *ce mandat a le potentiel nécessaire pour produire des résultats déséquilibrés et défavorables au développement humain* ». L'Europe ignora la fronde qui montait de toutes parts contre les APE. Jusqu'à ce jour de décembre 2007 à Lisbonne, où s'est tenu un sommet Europe-Afrique qui marquera la relation entre les deux régions. Ce devait être le lieu de l'approbation solennelle des APE par les ACP. A la place se produisit un véritable séisme: malgré la menace de bloquer l'accès des produits ACP au marché européen en cas de non-signature de l'accord, les Africains ont dit NON! « *L'Afrique entend aujourd'hui élaborer elle-même son agenda* » -lança le porte-parole des Africains. Il est temps d'« *enterrer définitivement le parti colonial* ». Ce fut un grand jour!

Un an plus tard éclatait la crise la plus profonde du capitalisme depuis 1929. Le système, hier si sûr de sa supériorité et de sa domination pour l'éternité, illustra aux yeux des peuples du monde entier et sa malfaisance et sa vulnérabilité. La montée en puissance des enjeux planétaires du réchauffement climatique a encore accentué dans les consciences le sentiment de l'urgence d'un changement de fond, la conviction que le mode de développement qui domine le monde a fait son temps. Ainsi s'achève, par là-même, à mes yeux, ce que j'ai appelé la deuxième période historique de la relation Europe-Afrique.

C'est le moment, pour les forces de progrès dans toute leur pluralité, de reprendre

l'offensive, car l'avenir de cette relation n'est pas écrit. Certes, d'un côté, pour la classe dominante en Europe, l'Afrique reste toujours, et même plus que jamais, un vivier dans lequel puiser des matières premières indispensables et un marché sur lequel réaliser de bonnes affaires, même s'il ne concerne qu'une minorité solvable. Le fait que ce type de relation laisse au bord du chemin des centaines de millions d'oubliés du développement n'est décidément pas son problème. Ses experts ont même calculé qu'en 2040, à côté d'une pauvreté endémique, 15% de la population d'Afrique subsaharienne représenterait un marché de 1700 milliards de dollar par an. « *Le consommateur africain, nouvel eldorado* » titrait Le Figaro à ce propos le 10 septembre dernier.

Mais d'un autre côté -et c'est l'élément stimulant à prendre en compte- cette irresponsabilité absolue que génère le système actuel, en crise existentielle, révolue comme jamais le plus grand nombre. Chacune et chacun se sait, en effet, désormais, d'une façon ou d'une autre, victime potentielle, un jour ou l'autre. En même temps, beaucoup mesurent mieux les dégâts irréparables causés à la planète elle-même par cette fuite en avant insensée. Ce qui est posé aujourd'hui est un enjeu de civilisation.

Voilà pourquoi, dans ce contexte, le retour critique sur l'expérience de ce demi-siècle de relation Europe-Afrique peut être salutaire pour éclairer les actions à mener dans la période à venir. Au vu de cette expérience, pour les progressistes désireux d'agir ensemble pour faire bouger les lignes, aussi loin que possible, il y a quelques idées-force à populariser et à faire grandir, tant dans nos opinions publiques respectives qu'au sein des institutions où nous disposons d'une influence. J'en évoquerai brièvement trois, pour conclure.

**La première est la remise en cause de la libéralisation tous azimuts des échanges internationaux, particulièrement des échanges agricoles.** « *Le droit à s'alimenter est totalement absent du commerce international* » souligne avec raison Olivier de Schutter, le rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Or, **la première des souverainetés est la souveraineté alimentaire.** Il faut affirmer haut et fort que l'agriculture n'a pas sa place à l'OMC. Nous ne souhaitons pas que les négociations de Doha aboutissent, car elles visent à accentuer encore cette libéralisation. Nous voulons agir pour la restauration du droit des pays africains à se doter de véritables politiques agricoles, ce qui suppose des protections aux frontières, et de bénéficier de moyens permettant l'amélioration du sort des paysans, grâce à l'élévation de la productivité et l'éradication du fléau de la faim grâce à la réorientation prioritaire des productions en faveur des cultures vivrières.

Nous demandons à l'Union européenne d'arrêter d'encourager l'exportation de produits agricoles entrant directement en concurrence avec les productions africaines. De même nous lui demandons de proscrire l'accaparement de terres arables en Afrique et la production d'agrocarburants quand tant d'hommes, de femmes et d'enfants ne mangent pas à leur faim! Enfin, nous lui demandons d'agir pour l'interdiction de la spéculation sur les matières premières, particulièrement agricoles, par le biais de ces tristement fameux « *produits dérivés* » que le milliardaire américain Warren Buffet appelle lui-même des « *armes de destruction massive* ».

Et ce qui est vrai pour l'agriculture vaut, pour l'essentiel, pour les industries, notamment de transformation, et pour les services. **La souveraineté, pour les pays africains, c'est aussi le droit effectif au développement de toutes les activités**

**productives**, au plan national ou régional, à l'abri des pressions déstabilisatrices des « *forces du marché* » et des institutions internationales qui épousent leur logique. L'Histoire nous enseigne que les pays aujourd'hui développés ont souvent dû leur envol non à la libéralisation des échanges mais à des politiques volontaristes, largement publiques d'ailleurs, et à des protections adéquates aux frontières. A cela s'ajoute aujourd'hui l'exigence vitale de respecter les impératifs de la durabilité.

**La durabilité: voilà précisément la deuxième idée à faire grandir en vue de refonder la relation Europe-Afrique.** Je me réjouis, à cet égard, de la récente « *Déclaration de Libreville* », par laquelle une trentaine de pays africains viennent de s'engager à mieux faire entendre leurs voix dans les enceintes internationales sur des questions aussi cruciales que l'accès à l'eau potable, la préservation de la santé humaine, animale et végétale, la production énergétique, l'adaptation au changement climatique, la protection des ressources génétiques... -toutes questions directement liées à la biodiversité. Nous demanderons aux dirigeants européens d'entendre cet appel, dont nous organiserons, pour notre part, la popularisation dans nos opinions publiques. Nous rappellerons à ce propos que le seul engagement chiffré de la Conférence de Copenhague sur le climat a été celui de verser 30 milliards de dollars aux pays du Sud d'ici 2012, dont 10 milliards dès cette année, pour les aider à « *s'adapter* » aux bouleversements déjà à l'oeuvre. Or, à deux mois du Sommet de Cancun, cette maigre promesse reste, pour l'essentiel, à tenir!

**Cela me conduit à une troisième et dernière exigence à promouvoir:** la remise à plat de la question **du financement du développement**. Nous pouvons pour cela prendre appui sur une prise de position très claire du Secrétaire général de l'ONU en personne, à propos d'un constat de grande portée que quiconque peut partager:

« *Si le monde peut mobiliser 20.000 milliards de dollars en peu de temps pour contrer la crise, il n'y a alors pas d'excuse pour ne pas réunir les moyens bien moindres nécessaires à la réalisation des Objectifs du Millénaire.* » Cela vaut pour le financement du développement en général.

- A cet égard, si l'Objectif doit être que les pays africains puissent se passer des aides extérieures, pendant tout un temps, cette aide reste nécessaire et il est temps pour l'Europe de tenir les engagements sans cesse réitérés sur le réajustement substantiel tout en acceptant qu'elle soit consacrée aux nouvelles priorités des Africains eux-mêmes.

- Il est temps d'en finir avec la dette des pays pauvres, qui est un obstacle rédhibitoire au développement!

- Il est temps de dépasser les « *coups* » médiatiques sur la taxation des mouvements de capitaux et de passer enfin aux actes!

- Il est temps de réduire sensiblement les dépenses militaires pour consacrer aux oeuvres de vie les sommes faramineuses aujourd'hui dilapidées dans des oeuvres de mort et qui ne contribuent qu'à rendre le monde moins sûr et plus violent!

Et nous ajoutons:

Il est temps de mettre sur la table la question-clé d'une réforme de fond du système

monétaire international. Il existe un embryon de monnaie commune mondiale qu'on appelle les « *Droits de tirages spéciaux* » du FMI.

A quand la promotion en grand d'une vraie monnaie commune mondiale pour financer le développement des capacités humaines -l'éducation, la formation, la recherche-; la promotion des femmes dans le sens évoqué par Aminata; la défense de l'environnement et tous les biens communs mondiaux?

Naturellement, ces trois idées-force n'épuisent pas, et de loin, le registre des exigences de changements à promouvoir. Il en est en particulier une, qui traverse en fait l'ensemble de ces enjeux, au Nord comme au Sud, c'est la **démocratie**, la participation populaire aux grands choix de société. **Et c'est le respect des droits de l'homme, la dignité de la personne** qui se pose, elle aussi, avec force dans les relations Europe-Afrique en particulier en ce qui concerne le traitement scandaleux très souvent réservé aux migrants, aux réfugiés, aux « sans papiers ». Sur ce terrain aussi, nous répondons présents.

Voilà, Mesdames, Messieurs, chers amis, le message que souhaitait adresser à tous nos partenaires africains, à l'occasion de cette rencontre-anniversaire de haute signification, un communiste français, un élu européen honoraire, un ami sincère de l'Afrique. Je vous remercie.